CONSEIL NATIONAL DU RCD

Le 4e congrès fixé au premier semestre 2012

Outre l'analyse de la situation politique, économique et sociale qui prévaut dans le pays, le conseil national du RCD, réuni vendredi en session extraordinaire à Alger, a décidé la tenue du 4e congrès du parti au cours du premier semestre 2012.

Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir) - Ce rendez-vous organique, escale déterminante, sera l'occasion pour le parti «d'apprécier et traiter au plus près des exigences patriotiques de la période actuelle.» Le RCD est rendu à la conviction qu'une «page se tourne dans notre histoire politique» et que «le combat appelle concertation et adaptation méthodologique».

Cette résolution, il va sans dire, tient aussi compte, chez le RCD, de l'appréciation de la conjoncture marquée à la fois par le train de mesures désignées sous le vocable de réformes politiques profondes et par les échauffements préélectoraux. «Sur le plan politique, les projets de loi avalés par le Parlement signent la volonté de réintroduire les méthodes du parti unique dans la vie politique. Le chantage à l'islamisme, affiché par le régime, se traduit dans les faits par le sponsoring systémique des différents courants fondamentalistes. Chaque centre de décisions du pouvoir, la présidence ou le DRS, sollicite, regroupe et mobilise ses factions pour s'assurer contrôle, reconnaissance et, éventuellement, protection de la future majorité parlementaire. Les manipulations médiatiques qui visent à accréditer l'idée que le régime serait un barrage contre l'extrémisme religieux sont battues en brèche par la réalité politique. Concrètement, une majorité formelle des islamistes au Parlement ne serait que l'officialisation d'un concubinage établi depuis des décennies», note le RCD dans la résolution finale de son conseil national.

Vendredi, le président du parti, Saïd Sadi, avait affirmé qu'il «vaut mieux un islamiste qui s'assume qu'un FLN qui nous consume», avertissant qu'il fallait sortir de la supercherie du chantage par l'islamisme. Le RCD n'a pas manqué également de relever les approximations du pouvoir algérien en matière de diplomatie.

Photo : Samir Sid

Sadi avertit qu'il faut sortir de la supercherie du chantage islamiste.

«Sur le plan diplomatique, le pouvoir algérien navigue sur des trajectoires où se croisent provocations, soumissions et reniements», détaillant qu'«après avoir soutenu le président yéménite et le colonel Kadhafi jusqu'à l'ultime seconde, Alger tente de s'en démarquer après les pressions occidentales et les admonestations qataries. On peut estimer que le même revirement s'appliquera au dossier Syrien.»

Le parti s'attarde aussi sur le comportement du pouvoir avec le dossier tunisien. «Une fois actionnés tous les relais politico-médiatiques pour dramatiser et disqualifier le changement en Tunisie, le pouvoir déroule le tapis rouge au responsable du parti islamistes Ennahda donné quelques semaines auparavant comme la charge explosive de la bombe intégriste dans la région.» Il ne rate pas également d'épingler la diplomatie algérienne sur d'autres dossiers. «Exigeant la repentance de la France, le chef de l'Etat n'a rien trouvé de mieux que d'envoyer à Paris son ministre des Affaires étrangères pour justifier ses réformes devant le Parlement français.»

Le RCD relève, par ailleurs, que le pouvoir achète sa survie en hypothéquant la souveraineté économique nationale par des concessions aussi indignes que dangereuses. S'agissant des prochaines consultations électorales, le RCD atteste que le système s'apprête à rééditer une opération électorale réglée par les quotas distribués par les officines. Il réitère que seule une surveillance internationale massive et qualifiée permettra de ramener la mobilisation citoyenne et le crédit politique.

«Cette condition, couplée à l'impératif d'un cahier des charges posant les fondamentaux démocratiques en tant que préalables non négociables s'imposant à tout compétiteur, déterminera la position du RCD quant aux prochaines échéances électorales.»

S. A. I.

SEDDIK CHIHAB :

«Certains ministres sont décriés par le peuple»

Pour Seddik Chihab, membre du bureau national du RND, chargé de la wilaya d'Alger, qui s'exprimait hier sur les réformes politiques en cours et les perspectives électorales à venir, «certains ministres sont largement décriés par le peuple qui a ras-le-bol de certaines politiques émanant de quelques responsables au sein du pouvoir».

Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir) - Dans une session ordinaire qui a regroupé, hier, les cadres du RND de la wilaya d'Alger, Chihab Seddik qui est notamment vice-président de l'APN, n'a pas mâché ses mots : «Nous ne sommes ni un parti de l'administration ni un parti d'une quelconque autre force. Nous recevons encore moins des instructions de l'extérieur… Nous avons aussi le courage moral et politique de dire que nous nous démarquons de certaines politiques émanant de la part de personnes qui se trouvent au sein même des rouages de l'Etat.»

Abordant et enchaînant sur les réformes politiques en cours, Seddik Chihab a instruit ses cadres de se rapprocher davantage des citoyens et d'adopter une politique de proximité, plutôt que de rester sur les vieilles pratiques et les discours populistes. Il a carrément laissé entendre que le RND aura sa manière à lui de traduire sur le terrain les réformes en question, et de se positionner en fonction des répercussions qu'elles auront sur le champ politique national.

«Les citoyens se désintéressent totalement des partis et des discours politiques, des débats macro-économiques et ce qui s'ensuit. Ce qu'ils veulent plutôt, c'est de voir leur vie quotidienne s'améliorer… Lorsqu'une grande agglomération de la capitale dispose d'un seul bureau de poste devant lequel se dressent quotidiennement des files d'attente pour un simple retrait… !» regrette-t-il.

«Nous sommes pour la limitation des mandats»

Seddik Chihab, qui pense que la scène politique nationale est assez bouillante pour ajouter de l'huile sur les flammes qui la brûlent, dit ne point souhaiter davantage de dissidences dans les partis, comme pour répondre à Abdelaziz Belkhadem qui s'est récemment interrogé devant les militants du FLN : «Pourquoi certains partis bien placés au sein de l'Etat ne connaissent pas de mouvements de redressement ?» Dans ce sillage, interrogé, entre autres, sur la dernière sortie médiatique de Belkhadem qui, parlant au nom du FLN, s'est dit favorable à un quatrième mandat si jamais l'actuel président souhaite se réinvestir, Seddik Chihab livre une réponse lourde de sens : «Certains disent que les partis nationalistes sont arrivés à leurs limites et qu'il faut du renouveau. Le RND s'inscrit depuis longtemps dans cette perspective, car le parti est né d'un programme d'évaluation… chacun est libre de mener sa politique à long terme, certains par les vieux slogans, d'autres en se rabattant sur les islamistes pour se positionner dans la nouvelle donne inspirée par la conjoncture politique régionale.» Mais sur ce chapitre, la conclusion de Seddik Chihab ne comporte point de nuances : «Dans les propositions que le RND a soumis à la commission de Bensalah, nous avons émis notre souhait de limiter les mandats présidentiels à deux seulement.»

«Il faut joindre le geste à la parole»

Aux yeux de Seddik Chihab, le malaise n'est pas seulement au sein et entre les partis politiques, tant que «certains ministres sont largement décriés par le peuple qui a ras-le-bol de certaines politiques qui émanent de quelques-uns au sein du pouvoir». La déclaration sonne en parfaite harmonie avec celle de Djamel Ould Abbès qui a récemment défié Ouyahia en lançant à la presse : «Je n'ai de comptes à rendre qu'au président de la République et je suis le seul et premier responsable du secteur de la santé.»

Enfin, Seddik Chihab pense que les choses ne peuvent être aussi claires si le chef de l'Etat lui-même reconnaît, entre autres, que la corruption a gangrené le pays. Pour lui, les problèmes de l'Algérie sont globalement connus mais seulement il faut joindre le geste à la parole pour en venir à bout et surtout agir graduellement et avec beaucoup de pédagogie pour ne pas faire chute libre.

M. M.

MOUVANCE ISLAMISTE

L'Algérie immunisée, selon Louisa Hanoune

La secrétaire générale et porte-parole du Parti des travailleurs (PT), Louisa Hanoune, a assuré, hier, sur les ondes de la Radio Algérie Internationale que l'Algérie est «immunisée» contre la déferlante islamiste.

Rym Nasri - Alger (Le Soir) -Rappelant l'expérience des partis islamistes au pouvoir, notamment Ennahda de Abdallah Djaballah et le MSP, la SG du PT dira que le courant islamiste est complètement laminé en Algérie. «Ce courant est devenu très faible et les partis islamistes sont en crise et en conflit entre eux», explique-t-elle.

D'ailleurs, poursuit-elle «le peuple algérien a tiré des enseignements de l'expérience islamiste et ne veut plus jamais replonger dans la tragédie nationale».

L'invitée de l'émission 100% Politique de la Radio Algérie internationale a également affiché son désaccord avec l'idéologie des islamistes. «Les courants islamistes sont pour la privatisation et la libre entreprise. Ils sont en faveur de l'économie de bazar», dit-elle.

S'exprimant sur les réformes politiques entamées depuis quelques mois, Louisa Hanoune estime qu'il n'y pas actuellement de vraies réformes en Algérie car «le débat national fait défaut». Pour elle, il aurait fallu commencer les réformes par la Constitution et les institutions déjà en place.

Toutefois, elle estime que les projets proposés ont été «vidés de leur substance» par les députés, particulièrement ceux du FLN. «Le processus des réformes a été complètement biaisé par certains députés qui ont empêché tout amendement pour améliorer ces textes de loi. C'est de l'escroquerie politique !», dit-elle.

Elle a ainsi réitéré son appel au président de la République pour une «deuxième lecture» de ces projets de loi. «Nous voulons qu'il y ait des gages et des garanties. Une deuxième lecture permettra de crédibiliser le processus des réformes», a-t-elle encore ajouté.

Quant à l'allègement des dispositifs relatifs à l'investissement des étrangers en Algérie, la première responsable du Parti des travailleurs exige des explications du ministre des Finances et de celui de l'Energie.

«Nous demandons aux deux ministres de nous expliquer ce qu'ils entendent par allègement car il n'est pas question de diminuer les recettes des hydrocarbures. Le ministre de l'Energie a assuré que les accords de partenariat avec des investisseurs étrangers, limitant leurs actions à 49% contre 51% pour les partenaires locaux ne seront pas touchés, mais cela demeure insuffisant», a-t-elle souligné.

R. N.